VOL. XLV SAINT-BONIFACE, MANITOBA, MERCREDI, 5 AVRIL 1916 No. 23

ABONNEMENTS

Canada............ $1.00 par année
Etats-Unis........ 1.50 " "
Europe............ 2.50 " "

Tarif des Annonces

1ère insertion, par ligne... 12 cents
Chaque insertion subséquente 6 cents

N. B.—Les annonces de naissances, mariages et sépultures seront insérées au taux de 25 cents chacune.

LE MANITOBA

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

REDACTEUR-EN-CHEF: NOEL BERNIER

LE MANITOBA
EST PUBLIÉ ET IMPRIMÉ
TOUS LES MERCREDIS
PAR
ANT. GAUVIN
IMPRIMEUR

[illegible] communications concernant [illegible] ou l'imprimerie devront être [illegible] Le Manitoba
42 [illegible] Provencher,
[illegible] Saint-Boniface, Man.
Tél. [illegible] Main 3377.

Un précieux appui

La population canadienne-française du Manitoba lira dans les sentiments d'une vive reconnaissance les deux documents suivants, et qui nous arrivent de Montréal :

Secrétariat de la
Société St-Jean-Bte. de Montréal
Monument National

Montréal, le 11 mars 1916.

Le *Comité de Vigilance*
des Canadiens-français,
a/s du Dr Lachance,
Saint-Boniface, Man.

Monsieur,

Il me fait plaisir de vous transmettre la résolution adoptée par le Congrès annuel de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, le 9 courant. Cette résolution est assez éloquente par elle-même pour se passer de commentaires ; qu'il me suffise de vous dire qu'elle exprime fidèlement les sentiments de tous nos membres et ceux, en particulier de

Votre très humble serviteur,
ARTHUR SAINT-PIERRE,
Chef du Secrétariat.

* * *

RESOLUTION

Le Congrès annuel de la Société St-Jean-Baptiste de Montréal avant de mettre fin à ses travaux, réitère à l'adresse des vaillants Canadiens-français d'Ontario l'expression de son ardente sympathie et de sa haute admiration pour la manière digne et courageuse, pour l'énergie et la persévérance avec lesquelles ils conduisent la lutte pour la conservation d'un droit inaliénable et essentiel; à nos compatriotes du Manitoba et des autres provinces de l'Ouest, déjà éprouvées par d'injustes spoliations et sur qui un nouvel orage s'apprête à fondre, le Congrès envoie le salut fraternel et le témoignage d'admiration qui est du à une vaillante minorité sachant répondre avec fierté aux attaques du fanatisme et prenant des mesures efficaces pour résister avec énergie à ses empiètements; à tous, le Congrès renouvelle l'assurance de son concours le plus entier et de la détermination où il est de mettre toutes les ressources et toute l'influence de la Société au service de ces principes sacrés de liberté que les minorités de langue française défendent partout où ils sont menacés parce qu'elles les savent nécessaires non seulement à la survivance d'une race, mais aussi au maintien d'une véritable civilisation, c'est-à-dire d'un ordre social respectueux de l'être humain et favorisant le libre épanouissement de ses facultés au lieu d'en entraver l'harmonieux développement et d'en comprimer les manifestations et les activités sous les contraintes d'une intolérable tyrannie.

A tous les Canadiens de race française ayant au cœur l'amour des traditions religieuses et nationales qui ont fait la force de leur race, et soucieux d'assurer sa survivance, le Congrès dresse un appel pressant de s'unir à nos associations nationales, afin que par le groupement les forces de résistance reçoivent le maximum d'efficacité; et il exprime le vœu qu'à l'exemple de la vaillante Association Canadienne-française d'Education d'Ontario qui a organisé et dirigé la résistance ontarienne pour le plus grand avantage des nôtres, des groupements surgissent partout qui mettent au service de la race, dans le domaine économique et social, de l'éducation, de la colonisation et de l'agriculture, les ressources illimitées de la coopération et de l'Association.

La Résolution qu'on vient de lire est très réconfortante par l'esprit si fraternel qui l'anime. Si nos compatriotes de Montréal et de la province de Québec savaient comme leur sympathie nous fait du bien ! Nous tâcherons par notre patriotisme sage et tenace, et par notre union, de nous rendre dignes de tant de bienveillance.

Nous reviendrons sur la Résolution des Canadiens-français de Montréal; elle contient des enseignements que nous voulons mettre en relief.

La mairie de Montréal

M. Médéric Martin, M.P., a été réélu maire de Montréal par une majorité de 10,000 contre le contrôleur McDonald, son plus redoutable adversaire; quant au troisième candidat à la mairie, il est enterré par un tel monceau de votes qu'il en perdra probablement son dépôt.

On attribue la défaite éclatante de M. McDonald au sentiment d'indignation que soulève dans la population française la lutte faite aux écoles bilingues dans les provinces anglaises du Canada.

LE "DROIT"

Toutes nos félicitations au *Droit*, d'Ottawa, qui vient d'atteindre sa troisième anniversaire.

Le *Droit* combat, lui aussi, pour une minorité française odieusement maltraitée. Nous lui devons donc un salut particulièrement fraternel.

Oui, courage, succès, longue vie!

CES CONTRATS D'OBUS

Un député de la Nouvelle Ecosse aux Communes, M. Kyte, accuse sir Sam Hughes, ministre de la Milice d'avoir participé à des transactions illégitimes dans la distribution de contrats d'obus. L'affaire a pris une telle proportion que sir Robert Borden a fait revenir sir Sam Hughes d'Angleterre et lui a enjoint d'avoir à se justifier. De plus le premier-ministre nommé une commission chargée de faire enquête. Cette commission se compose du juge Meredith, un ancien conservateur, et du juge Duff, un ancien libéral élevé à la Cour Suprême par le gouvernement Laurier. M. Borden fait aussi payer par le gouvernement l'avocat qui représentera sir Sam Hughes et l'avocat qui représentera le parti libéral.

On voit que le premier-ministre a la conscience bien tranquille, et que s'il y a eu du péculat ou abus de confiance quelque part, tout coupable sera puni.

Sir Wilfrid voulait une enquête parlementaire au lieu d'une enquête judiciaire.

Il y a un an les libéraux du Manitoba refusèrent une enquête parlementaire et préférèrent une enquête judiciaire.

Le personnel de la commission judiciaire d'Ottawa est fortement approuvé par le pays tout entier.

Sir Robert Borden a fait son devoir.

Voici comment la *Patrie* résume la situation :

Si des abus de confiance ou des vols ont été commis au détriment du pays, l'on peut être sûr que sir Robert Borden prendra les moyens de faire cesser le mal et de punir les coupables. L'on se rappelle l'énergie dont le premier ministre a fait preuve à l'égard des députés conservateurs Foster et Garland, qui ont tenté de faire de l'argent avec les contrats de guerre !

Au risque de mettre le "Canada" hors de ses gonds, nous répétons qu'aucune accusation directe de corruption n'a été portée contre le gouvernement Borden. Aucune de ces accusations n'est de nature à faire croire que sir Robert Borden et ses collègues ont démérité ou fait quoi que ce soit qui les prive de la confiance publique.

Contrairement à ce qui se passait durant les dernières années du régime Laurier, les voleurs seront punis, s'ils se font pincer, même s'il est nécessaire d'obtenir du gouvernement impérial l'autorisation d'enquêter et de sévir.

Les émeutes a Winnipeg

Devons-nous bien qualifier d'*émeutes* les troubles qui ont eu lieu à Winnipeg samedi et dimanche ?

Une enquête a été instituée par le colonel Ruttan. Nous verrons qui est à blâmer. En tous cas l'origine de tout le tapage est bien insignifiante. Il s'agissait de l'arrestation de deux soldats en état d'ébriété. La bataille a commencée à deux ou trois, puis elle a grossi avec l'excitation qui se développa peu à peu chez les soldats et chez les policiers.

Il y a eu quelques vitres de cassées, quelques têtes même assez rudement malmenées. Tout paraît terminé maintenant. C'est heureux.

A ceux qui seraient tentés de se montrer trop sévères pour les soldats, nous n'avons qu'un mot à dire. Ces soldats sont une véritable armée à Winnipeg—quatorze mille, dit un journal.—C'est le premier incident grave qui se produit durant tout l'hiver. Faisons la part des têtes chaudes qui se trouvent partout et on arrivera à la conclusion que les choses auraient pu prendre des proportions beaucoup plus considérables.

EN ROUTE POUR L'ERE DES DEFICITS

Notre Trésorier-Provincial l'hon. Edward Brown, vient de publier l'exercice financier des derniers trois mois.

M. Brown a dépensé plusieurs milliers de piastres de plus qu'il n'a reçu.

C'est l'ère des déficits qui commence—comme au temps de M. Greenway.

Ceux qui ont cru que l'arrivée de M. Norris aux affaires nous ramènerait l'or vont se mettre à déchanter bientôt.

POURQUOI CETTE QUESTION DE LANGUE

Nous divise-t-elle en ce moment

Nous traduisons du *Canadian Courier* :

"Il m'est impossible de comprendre pourquoi nos gouvernements provinciaux ont choisi ce moment spécial pour créer une profonde division dans le pays avec cette question de la langue française. Sans doute, je suis probablement trop prévenu pour voir clair, car je suis diamétralement en opposition avec eux comme question de principe, en ce qui regarde les extraordinaires efforts qu'ils font pour restreindre l'usage de la langue française.

Mais même si j'étais convaincu que l'ignorance est une bonne chose — comme ils semblent l'être lorsqu'il s'agit de l'ignorance du français — il me resterait, je l'espère, assez de sens pour comprendre qu'on n'aurait pas pu choisir une occasion plus désastreuse que la période la plus critique d'une grande guerre, dans laquelle l'existence même du Canada est directement en jeu, pour souffleter délibérément une partie considérable de notre population et soulever une querelle de race dont les proportions peuvent être dangereuses dans un pays où deux races se coudoient.

Je les accuse d'encourager l'ignorance par leurs efforts pour ostraciser la langue française. Je m'imagine qu'ils vont répudier cette accusation avec indignation et beaucoup de sincérité. Ils vont dire qu'ils tâchent d'encourager l'instruction — l'instruction en langue anglaise parmi les enfants canadiens-français. Mais cela prouvera tout simplement qu'ils ont complètement perdu le sens des proportions et le contact avec les faits, dans leur soumission à l'influence des préjugés — soit de leurs propres préjugés, soit de ceux de provincialistes à l'esprit étroit dont ils sollicitent l'appui politique.

Regardons un instant les faits en face. Les colonies canadiennes-françaises dans les provinces anglaises ne sont que des îlots isolés au milieu d'une vaste mer de langue anglaise. Ce sont des glaçons qui vont se fondant dans une mer tropicale. La pression de tous les intérêts autour d'eux: commerce, industrie, finances et affaires en général, qui les entoure, les pousse à parler anglais. L'anglais est la langue profitable. La jeune génération canadienne-française apprendra certainement les mots magiques anglais qui lui assurent le succès dans les affaires. De fait, elle se les assimile. Personne n'a besoin de s'en inquiéter, surtout pas au point d'aller blesser au cœur la mère franco-canadienne en lui renvoyant un jour son enfant à la maison avec la nouvelle que la langue qu'il a apprise sur ses genoux est une langue inférieure qu'on ne veut plus admettre à sa suprême cour d'appel, la maison d'école.

C'est suprême hypocrisie ou suprême couardise de la part de représentants — de leur propre initiative — de la majorité de langue anglaise du pays ou aussi bien de l'Amérique, que de prétendre avoir peur que l'expansion de la langue française puisse menacer la situation prédominante de la langue anglaise dans l'une de nos provinces de langue anglaise. Je ne puis discuter de sang-froid pareil argument. Toutes les influences de l'intérêt personnel, de l'ambiance, de la vie commerciale se combinent pour le refuter. On s'imaginerait plutôt que nos chefs du peuple seraient heureux de voir une certaine partie de notre population parlant les deux langues depuis l'enfance. Qui ne comprend que le jeune homme de Montréal, parlant facilement les deux langues — deux des principales langues modernes dans le domaine de la science, est bien mieux outillé pour s'assimiler la culture mondiale que le jeune homme de Toronto, lequel ne connait que quelques mots banals de français ?

Mais, en dehors de tout cela, admettant que la permission d'instruire un jeune écolier dans la langue qu'il comprend le mieux puisse désagréger la nation jusque dans ses fondements; ne pouvons-nous pas convenir ensemble que le temps présent est précisément le moins opportun que puissent choisir ces adversaires hautement intelligents d'une langue qu'ils ne comprennent pas, pour exiger l'adoption de mesures de nature à exciter naturellement et inévitablement les appréhensions d'une portion considérable du peuple du Canada ?

Nous conviendrons toujours bien qu'il y a au Canada deux millions de Canadiens-français coupables du crime d'aimer réellement la langue qu'ils ont apprise à leur foyer. Nous conviendrons ensuite qu'il est vitalement important que toutes les parties de l'empire britannique, en ces temps où l'existence même de l'Empire est en danger actuel et imminent, éprouvent un sentiment de fraternité en combattant côte à côte contre l'ennemi commun. Tout ce qui peut tendre à nous diviser devrait être oublié, au moins jusqu'à ce que nous soyons certain que la nation elle-même ne sera pas ensevelie sous l'avalanche allemande.

Prenons pour acquis que ces champions de la liberté, qui ne veulent pas permettre aux Canadiens-français d'avoir le genre d'écoles qu'ils désirent, ont raison, et que leurs pires craintes sont justifiées au sujet de ce qui arriverait si l'on permettait la survivance de la langue française dans les provinces de langue anglaise. —J'avouerai tout de suite que je n'ai aucune idée de la nature de ces craintes, mais mettons le tout au pis. — Croient-ils donc que leur persistance à bannir le français pendant la guerre soit approuvée par les hommes d'Etat britanniques qui sont responsables du succès de la guerre ?......

Ne pouvons-nous, au moins, au Canada, avoir une trêve jusqu'à la fin de la guerre? Au moment où j'écris les appels d'Olivar Asselin, le nationaliste, aux volontaires pour combattre pour l'empire, flamboient sur les affiches à Montréal. Ils s'adressent à tous ceux qui ont le cœur à la bataille. Au moment où j'écris, des noms canadiens-français figurent journellement dans la liste des pertes des troupes britanniques. J'ose croire que personne ne va leur dire que leur langue est proscrite ! Je doute que même no sembusqués provinciaux osent annoncer cet ostracisme aux malheureux soldats de cette grande armée française, qui n'ont jamais, jamais connu l'avantage de notre incomparable système d'écoles publiques, qui ne parlent que le français et qui ne savent qu'une chose, c'est qu'il leur faut mourir pour la liberté humaine sur les pentes tragiques des forts de Verdun !"

La prospérité renait

(*La Patrie*)

La plupart des Canadiens ont compris dès le début de la guerre qu'il n'y avait pas lieu de prêter l'oreille aux prédictions des prophètes de malheur et que le meilleur moyen de servir les intérêts du Dominion, de même que ceux de l'empire, était de promouvoir les entreprises publiques, de donner libre cours aux initiatives privées, comme auparavant. Il leur fallut sans doute un peu de temps pour se ressaisir après le choc, mais sitôt qu'ils se furent rendu compte que nous étions engagés dans la plus grande des guerres que l'humanité ait eu à subir jusqu'ici les hommes d'affaires, les têtes dirigeantes des grandes corporations et des grandes compagnies, les magnats de la finance et de l'industrie, tous se sont mis résolument à l'étude des problèmes nouveaux à résoudre. C'est alors que se manifesta le sens commun de la nation. Le peuple reconnut qu'une ère de prospérité devait nécessairement dériver des commandes de munitions et d'équipement placées dans notre pays pour les géantes armées en campagne. Ce que les gros financiers furent prompts à entrevoir, les plus petits ne furent pas lents à le deviner eux-mêmes, et l'on fut témoin de la renaissance des affaires, comme on l'avait rarement vu jusqu'ici.

Rien n'indique mieux la situation économique d'un pays que les compensations ou le chiffre d'affaires de ses banques. Les compensations de février 1916 accusent un surplus de 36.1 pour cent sur celles du mois correspondant de 1915. A Montréal seulement, l'augmentation provenant de ce chef a été de 45.7 pour cent, le plus fort réalisé au Canada, sauf ceux de Régina et de Medecine Hat. Le fait est que le progrès a été général par tout le Dominion, sauf dans trois villes: New Westminster, C.A., Calgary et Edmonton, Alberta.

Dans une discussion comme celle-ci, sur la prospérité des affaires, il ne faut pas seulement tenir compte des statistiques, mais aussi de l'administration du pays. De concert, et en vertu d'un arrangement spécifique avec le gouvernement impérial et le gouvernement du Dominion, les banques canadiennes ont consenti à fournir des fonds pour la production des approvisionnements de guerre en quantité suffisante pour assurer le fonctionnement continu de nos usines industrielles pendant nombre de mois, de sorte que nous pourrons franchir avec plus de sécurité l'abîme creusé entre la guerre et la paix.

Le mode d'opération de ce nouveau système financier est très simple. Les Alliés ont des millions à dépenser pour des contrats d'approvisionnements — qui ne sont pas entièrement des contrats de munitions. Malgré tout le désir du ministère de la guerre britannique de placer ces commandes au Canada, les Etats-Unis ont eu un immense avantage sur nous par suite des énormes facilités de crédit qu'ils ont pu donner à leurs industriels. Dans l'incertitude où ils se sont trouvés, nos capitalistes se sont montrés parcimonieux de leurs prêts, mais cette attitude a cessé d'être logique depuis que nous avons comme garanties collatérales les obligations du Trésor britannique.

Il ressort de ces considérations que nos banques vont désormais soutenir non seulement l'effort industriel canadien mais aussi prêter main-forte au gouvernement. Elles viennent en effet d'offrir au ministre des finances, $75,000,000 destinés à établir un fonds de crédit pour le compte du gouvernement impérial. Ce prêt a pour objet de faciliter le paiement des nouvelles commandes de guerre que les autorités anglaises placeront au Canada.

En outre de ce vaste afflux d'argent résultant des industries de la guerre, il y a lieu de compter sur de meilleures conditions d'échange, sur un rendement plus satisfaisant des sommes considérables tenues en réserves improductives dans les banques et sur de plus amples opportunités pour nombre d'industries d'affermir leur position, afin d'être en état de faire victorieusement face à toutes les réaction qui pourront survenir en affaires, lorsque les activités de la guerre auront cessé.

L'OFFENSIVE SUR VERDUN

Quelle étrange entreprise! Lorsque hors de France, le télégraphe en communiqua la première nouvelle, on n'y voulut pas croire d'abord. Non que l'on ne s'attendit à l'offensive allemande en Occident; toutes les apparences la laissaient prévoir, les principes et les faits, ceux-là témoignant de la nécessité, pour imposer la paix, d'un avantage décisif remporté sur l'ennemi le plus pressant et le plus dangereux, ceux-ci montrant les transports de bataillons des fronts d'Orient vers la France et la Belgique.

Mais on l'attendait ailleurs et dans d'autres conditions: une offensive dans une région plus étendue, une attaque apparente un peu partout et la percée cherchée en des lieux moins hérissés d'obstacles et offrant l'espoir d'un plus fructueux lendemain.

On pensait d'autant moins à Verdun que l'expérience avait été faite par les Allemands de la vanité du système de l'enveloppement, quand, partout, l'enveloppant se heurte à un enveloppé solidement établi dans des positions de campagne fortifiées. Cette expérience avait été celle de la deuxième bataille d'Ypres, à fin d'avril 1915. Elle avait été d'autant plus concluante que l'assaillant s'était mis au bénéfice d'une surprise en utilisant, pour la première fois, les trop fameux gas asphyxiants, et en se condamnant ainsi à une amère défaite morale avant même d'avoir essuyé l'insuccès de sa tactique.

Pour tous ces motifs, on ne voulait pas croire d'abord à un acte décisif. Il devait y avoir simple démonstration, un peu plus active que celle des jours précédents sur divers points du front; mais l'attaque principale se démasquerait ailleurs.

Il fallut bien se rendre à l'évidence en constatant le caractère de violence de l'engagement, accrue par l'importance des effectifs; en voyant accourir l'empereur en personne, pour assister de sa présence auguste son héritier commandant en chef; en lisant enfin la dépêche qui annonçait au peuple allemand, avant le communiqué d'usage, la prise d'assaut du "fort cuirassé de Douaumont, le pilier angulaire nord-est de la ligne principale des fortifications permanentes de la forteresse de Verdun."

Du coup, on se trouvait ramené aux effets théâtraux du début de la guerre; l'annonce prématurée, claironnée à Berlin par l'officier d'ordonnance de l'empereur, de la "forteresse de Liège tombée aux mains des Allemands, une place forte du premier ordre, avec quatorze forts avancés pourvus de toutes les défenses de la technique moderne, des cuirasses de protection de ciment armé, des canons de gros calibre, défendue par une forte garnison, construite par le général Brialmont, le plus grand ingénieur de notre temps."

La dépêche de Verdun portait la même marque de fabrique. La presse allemande s'en empara pour galvaniser le public et parer, en même temps, par avance, aux explications qui pourraient venir. Elle le prit sur un ton ironique. Sans doute, les Français, après avoir proclamé Verdun inexpugnable, déclaraient le fort de Douaumont sans importance et désarmé.

Il est certain que les Français pouvaient le dire, non sous cette forme exagérée, mais en relevant les différences de construction entre les places belges à forts séparés, concentrant dans leur étroite périphérie de puissants moyens défensifs, et les places françaises corrigées depuis les expériences de Liège et de Namur, et élargissant leurs moyens défensifs en un ensemble moins resserré.

On se demande néanmoins si, pour se lancer dans leur aventureuse entreprise, les Allemands n'étaient pas en possession d'un matériel inédit qui dût en transformer les conditions en leur assurant une supériorité de moyens.

Il résulte des faits qu'il n'en a rien été. Ils sont entrés en ligne avec le matériel qu'on leur connaissait et en renouvelant le procédé qu'ils ont employé dans toutes leurs offensives : l'attaque violente et serrée, à coups d'hommes, préparée par la rafale de gros projectiles de l'artillerie. Ils ont recommencé l'attaque de Liège, l'action brusquée, où l'on joue quitte ou double.

La question demeure, par conséquent, intacte : pourquoi rechercher le point particulièrement fort de Verdun, et non pas de moindre obstacles?

Peut-être y a-t-il eu un motif théorique, une application d'un enseignement de l'histoire des guerres. Les positions les plus fortes sont souvent les moins malaisément enlevées parce que, confiant dans leur puissance, le défenseur leur accorde une moindre attention. Mais il faut alors la surprise qui profite de la situation. Or, dans les conditions tactiques actuelles de la guerre de positions fortifiées, qui impose la réunion de nombreux et puissants moyens, donc une préparation prolongée, la pisie ne peut être assez brusque; et le défenseur a le temps de songer à la parade. A Verdun, les Allemands auront mal apprécié ces faits, d'où l'échec de leur attaque brusquée.

Ils peuvent avoir été sollicités par une autre considération qui leur est habituelle et qui s'est manifestée constamment dans le choix de leurs résolutions comme dans la rédaction de leurs communiqués ; l'espoir de frapper les imaginations pour en tirer un avantage pratique; provoquer un surcroît ou un retour de confiance des leurs, un affaissement de l'adversaire et des neutres par la valeur apparente du résultat, ici encore factiecment agrandi par l'effet d'imprévu.

La prise de Verdun jouerait le rôle de la conquête de la Serbie, si indifférente en soi-même aux armes allemandes et celui de la prise de Varsovie, dont les journaux de Berlin firent un si grand mais inutile éclat. Cependant, sous le coup de l'émotion passagère, l'ennemi serait conduit à accepter une paix qu'on lui consentirait modérée aux yeux d'un vainqueur donc magnanime, et dont le refus incompréhensible remplirait le peuple allemand d'une légitime indignation. Ayant manifesté aux yeux du monde, pris à témoin, ses désirs intéressés de paix, il ne lui resterait qu'à punir une fois de plus un adversaire aveugle et présomptueux, responsable d'une guerre inutilement prolongée au mépris de l'humanité.

Faut-il chercher d'autres explications? On a parlé d'une compensation ou d'un dérivatif à la chute d'Erzéroum. Cela paraît improbable, quoique non impossible à certains égards. Une entreprise pareille a dû être résolue avant les assauts russes à Erzéroum. Tout au plus l'exécution peut-elle avoir été hâtée.

Bref, à moins d'une véritable faute militaire que l'on ne saurait présumer, l'attaque de Verdun semble s'être inspirée surtout de motifs de politique d'ordre intérieur. S'il en est ainsi, les alliés auront tout lieu de voir dans son échec un encouragement.

COLONEL FEYLER.

L'Allemagne sous terre

Comme un ver dans un fruit rampe et ronge, assassin,
Du cœur des Flandres aux Vosges, douce France,
Dans ton sol le Barbare a caché sa présence
Et guette, le front lourd d'un monstrueux dessein.

Tes fils fauchés, tes deuils, l'outrage à tout lieu saint,
Reims en ruines, te font une immense souffrance...
Ah! s'il pouvait encore t'arracher l'espérance!
C'est l'espoir qu'il nourrit en déchirant ton sein.

Mais toi, face au Germain, souple à percer sa ruse,
Tu l'étreins et tu sens que le Reptile s'use
Et meurt de sa morsure à ta ligne d'airain.

La Paix et la douceur de vivre et ton Alsace
Valent le sang versé par les fils de ta race...
Paris attend la fin du monstre au bleu du Rhin.

ALBERT FERLAND.

Mars 1916.—Le *Devoir*.

Croix-Rouge Française

Il y aura concert au bénéfice du *Secours National*, à l'hôtel Fort Garry, le mercredi, 12 avril à 8.30 hrs. du soir.

Monsieur et madame John Waterhouse et M. Hugh Baly, assistés de madame Counsell et de messieurs A. L. Scott et G. H. Williams, ont bien voulu se charger du programme.

Les billets se vendent une piastre. La gérence de l'Hôtel Fort Garry donne gratuitement l'usage de la salle, et des amis de l'œuvre ont assumé toutes les dépenses; par conséquent chaque piastre perçue par la vente des billets sera versée en entier dans la caisse du *Secours National*.

Les billets sont en vente au magasin McLean.

Communiqué.

LA GUERRE

Paris, 30.—Front de Verdun. Les Français s'emparent d'une position importante dans la forêt d'Avocourt, les Allemands s'emparent d'une position au nord du village de Malancourt.

• • •

4 avions allemands survolent Salonique sont "descendus" par les Français.

• • •

Rien de spécial ailleurs.

• • •

Paris, 31.—Les Allemands font deux très violentes attaques contre le fort Douaumont et sont repoussés.

• • •

L' "Algérie," navire marchand français faisant trajet entre Marseilles et Tunis est frappé par un sous-marin autrichien et coule bas.

• • •

Paris, 1er. — Les Allemands prennent le village de Malancourt, mais n'essaient pas d'avancer plus loin; les Français maintiennent leurs positions sur la hauteur du Mort-Homme. Paris est plein de confiance.

• • •

Les Allemands subissent de fortes pertes dans leur attaque contre les troupes anglaises à St-Eloi.

• • •

Un navire-hôpital, le Portugal, est frappé par une mine dans la Mer Noire et coule bas; il portait surtout des blessés russes.

• • •

Paris, 3.—L'ennemi continue ses attaques au nord-est et au nord-ouest de Verdun. Les bulletins français sont toujours rassurants.

• • •

Les Russes et les Allemands sont aux prises au sud de Minsk.

• • •

Des zeppelins survolent les côtés d'Angleterre samedi, tuent 16 personnes et en blessent 100 autres.

• • •

Paris, 4.—Front de Verdun : L'ennemi est repoussé hors du bois de Caillette et d'une partie du village de Vaux.

• • •

Les Turcs prétendent avoir arrêté le progrès de l'armée russe du Caucase.

• • •

Sur le front est, les combats d'artillerie continuent entre Allemands et Russes.

• • •

Paris, 5—L'ennemi est repoussé partout avec pertes, dit le bulletin français. A Douaumont, (région de Verdun), l'artillerie française fauche les assaillants avec une précision parfaite.

• • •

Rien de notable sur le front russe.

• • •

Nouvelle attaque de zeppelins—la 4ème en 4 jours,—contre les côtes d'Angleterre.

La Hollande appelle ses réservistes

Londres, 3.—Des dépêches particulières reçues à Copenhague, de Rotterdam, et des informations de sources allemandes annoncent qu'une gêne très sensible règne depuis quelques jours en Hollande et que les autorités navales et militaires hollandaises prennent certaines précautions.

Toutes les permissions qui avaient été données aux officiers ont été annulées. Les wagons de chemins de fer qui avaient été mis à la disposition des autorités militaires au commencement de la guerre et qui avaient été inutilisés ont été de nouveau réquisitionnés. Il y a eu des assemblées significatives, où les commandants de l'armée et de la flotte et les principaux On dit même que les deux Chambres ont été convoquées. Les dépêches ne disent pas la cause de nouveau sentiment.

On croit qu'il résulte du torpillage de certains vaisseaux hollandais, torpillage qui aurait rendu très difficiles et peu sûres les relations de la Hollande avec ses colonies. Il est évident que le commerce est le premier à souffrir de l'infirmation du trafic océanique.

N'oubliez pas de lire les Petites Annonces du "Manitoba."





L'oeuvre des étudiants de Sudbury

Lutter jusqu'au bout! C'est le cri de ralliement que vient de lancer au Congrès d'Ottawa le patriote archevêque de Saint-Boniface. Des centaines de délégués l'ont acclamé et en ont fait leur programme et leur mot d'ordre.

Lutter jusqu'au bout signifie à l'heure présente pour nous, Canadiens-français de l'Ontario, défendre jusqu'à la victoire finale la cause de la civilisation française contre la barbarie intolérante de nos petits tyranneaux.

Cette cause n'est pas uniquement celle d'une Province, mais elle intéresse au plus haut point le Canada français tout entier. Tous les groupes français sont solidaires les uns des autres; si nos avant-postes sont conquis, le château fort sera bientôt menacé à son tour. Voilà pourquoi le mot d'ordre a été entendu d'une extrémité à l'autre du pays. Il a réveillé les courages somnolents, secoué l'apathie des indifférents, et suscité des initiatives qui s'ignoraient jusque-là.

Mais la lutte, pour être victorieuse, doit être organisée; les plus belles armées sont vouées à la défaite si elles manquent de chefs aguerris. Il y a longtemps que les Canadiens-français du Nouvel-Ontario l'ont compris. Dès l'année 1910, trois ans avant le Règlement XVII, ils multipliaient leurs démarches auprès de l'autorité religieuse pour obtenir un collège des Jésuites à Sudbury. Ils pressentaient déjà le complot tramé dans l'ombre des loges contre la langue française et ils sentaient le besoin de former leurs cadres.

Ce fut un fait providentiel que l'ouverture de ce collège en 1913, l'année même de la déclaration de guerre contre les écoles bilingues.

Depuis trois ans le collège du Sacré-Cœur a déjà donné des résultats encourageants. Malheureusement la gêne pécuniaire causée par la guerre européenne menace d'entraver l'œuvre si bien commencée. Plusieurs parents ont dû interrompre les études de leurs fils parce qu'ils se voyaient incapables de payer leur pension au collège.

C'est le problème du recrutement intellectuel des défenseurs de la race qui se pose. Des compatriotes zélés et clairvoyants, prêtres et laïques, se sont émus du danger qui menace notre influence et ils ont entrepris de résoudre le problème. Un comité s'est formé à Sudbury, sous la présidence honoraire de M. le Sénateur Landry, dans le but de recueillir des fonds dont les revenus annuels seront consacrés à compléter la somme partielle déjà fournie par les parents, en faveur des enfants méritants qui lui seront recommandés par leur curé et le Supérieur du collège.

L'Oeuvre des Etudiants a été accueillie avec enthousiasme par le clergé canadien-français et par les citoyens les plus influents du Nouvel-Ontario. Elle a reçu l'adhésion et l'encouragement des chefs de l'Association d'Education de l'Ontario, et elle compte pour arriver à son but sur le concours de tous les patriotes qui ont à cœur de contribuer pour leur part à la victoire finale dans la lutte pour la vie qui se livre aujourd'hui enfants resteront français en dépit des loges orangistes et autres s'ils ont des chefs pour leur préparer la victoire.

A tous les hommes de cœur de notre race incombe le devoir de coopérer à la formation de ces officiers de l'armée qui livrera les combats de demain.

Voilà toute la raison de la démarche que le comité de l'Oeuvre des Etudiants prend la liberté de faire auprès de vous. C'est aux patriotes que nous nous demandons de nous confier votre obole que nous consacrerons à cette œuvre capitale de la défense nationale.

Si vous ne pouvez donner beaucoup, donnez quend même selon vos moyens, vous souvenant que les gouttes d'eau font les grandes rivières et que chacune d'elles concourt pour sa part à féconder les plaines qu'elles arrosent.

Jusqu'au bout luttons ensemble, et la victoire sera le prix des sacrifices que nous nous imposerons pour le bien commun de la race.

Veuillez agréer, monsieur,
l'expression de nos
sentiments dévoués,

J. R. HURTUBISE, M.D.,
Président.

N.B.—Veuillez faire parenir votre offrande à M. J. A. Ménard, Secrétaire de l'Oeuvre des Etudiants, Casier Postal No 682, Sudbury, Ont.

Président honoraire: Honorable Sénateur Ph. Landry, Chevalier Commandeur de l'Ordre du Saint Sépulcre, Chevalier de l'Ordre de Saint-Grégoire le Grand, Président du Sénat Canadien et de l'Association Canadienne-Française d'Education de l'Ontario.

Vice-présidents honoraires: Révérend Père F. X. Descoteaux, S.J., curé à Sudbury, Ont.

Révérend Père Nap. Paré, S.J., Recteur, Sudbury, Ont.

Monsieur l'Abbé J. A. Paquet, Marquette, Michigan.

Monsieur Z. Mageau, M.P.P., Sturgeon Falls, Ont.

Monsieur O. Aubin, Ex-M.P.P., échevin, Sturgeon Falls, Ont.

L'un des bons moyens d'aider le journal, c'est d'encourager les fournisseurs qui lui donnent leurs annonces.

UNION METISSE

L'assemblée annuelle générale de l'Union Nationale Métisse du Manitoba aura lieu à Winnipeg, 203 avenue Portage, 300 édifice Nanton (angle des rues Main et Portage), le samedi, 8 avril 1916 à 2 heures précises de l'après-midi. Tous les membres sont cordialement invités à y assister.

PIERRE DUMAS,
Président.

22-23



Toute personne se trouvant seul chef de famille ou tout individu mâle de plus de 18 ans, pourra prendre comme homestead un quart de section de terre de l'Etat disponible au Manitoba, dans la Saskatchewan ou dans l'Alberta. Le postulant devra se présenter en personne à l'agence où à la sous-agence des terres du Dominion pour le district. L'entrée par procuration pourra être faite à n'importe quelle agence, mais pas aux sous-agences, à certaines conditions, par le père, la mère, le fils, la fille, le frère ou la sœur du futur colon.

DEVOIR—Un séjour de 6 mois sur le terrain et la mise en culture d'icelui chaque année au cours de trois ans. Un colon peut demeurer à neuf milles de son homestead sur une ferme d'au moins 80 acres sous certaines conditions; une maison habitable doit être construite sur le homestead à moins que la condition de résidence ne soit accomplie dans le voisinage.

Dans certains districts un colon dont les affaires vont bien aura droit de préemption sur un quart de section se trouvant à côté de son homestead. Prix, $3.00 l'acre.

DEVOIR—Devra résider six mois chaque année au cours de trois ans à partir de la date de l'entrée du homestead et 50 acres de culture en plus. La patente pour la préemption peut être obtenue en même temps que celle du homestead sous certaines conditions.

Un colon qui aurait forfait ses droits de colon en ne pouvant obtenir sa préemption pourra acheter un homestead dans certains districts. Prix, $3.00 de l'acre.

DEVOIR—Rester six mois dans chacun des trois ans, cultiver cinquante acres et bâtir un maison valant $300.

La quantité d'acres à cultiver peut être réduite en cas de terrains rocailleux, trop durs ou en broussailles. On pourra sous certaines conditions remplacer la culture par l'élevage des animaux.

W. W. CORY,
Sous-ministre de l'Intérieur.

N.B.—La publication non-autorisée de cette annonce ne sera pas payée.

L'attitude du "Manitoba" approuvée

(*Le Droit*)

Remarquons que le *Manitoba* est un journal conservateur, cependant il est assez patriote pour ne pas demander aux libéraux de devenir ses co-partisans, mais il demande l'union sur le terrain de la défense nationale. C'est le bon sens, c'est la logique, c'est le devoir. Nous devons féliciter nos compatriotes d'en agir ainsi, c'est pour tout le Canada français une grande leçon et un précieux encouragement.

En avant ! Et jusqu'au bout !

LE CLUB BELGE

Le *Club Belge* de Saint-Boniface vient de faire parvenir à l'Association d'Education du Manitoba, la lettre suivante, qui est une nouvelle preuve de l'union qui existe parmi nous. Nous remercions nos vaillants amis les Belges. Ce sont de grands cœurs, et ils ont bien raison quand ils disent dans leur éloquente Résolution: "Les *Belges* ont prouvé qu'ils ne considèrent pas un traité comme un chiffon de papier :"

Saint-Boniface, 20 mars 1916.

Le *Comité de Vigilance*,
Saint-Boniface, Man.

Messieurs,

Dans son assemblée générale du 12 courant, le Club Belge, sur la proposition de M. Nicolas Firotton, appuyée par M. Fred. De-Reuck, a voté la résolution suivante :

"Le *Club Belge* de Saint-Boniface, (Manitoba), ayant entendu le magnifique discours du député de Ste-Rose du Lac, monsieur Joseph Hamelin, ce au nom du *Comité de Vigilance*, adresse à ce comité ses meilleurs remerciements pour nous avoir fait l'honneur de penser à la Colonie Belge dans la belle lutte engagée pour la défense du bilinguisme; s'associe et de cœur et d'âme aux intentions et travaux du susdit comité et lui adresse à cette occasion l'assurance de son profond dévouement dans la lutte engagée en ce moment pour le maintien et la défense des droits si chers à nous tous.

"Les Belges ont prouvé qu'on ne considère pas un traité comme un chiffon de papier sans en subir les conséquences.

"Voilà pourquoi les Belges, disent toujours comme par le passé: pour le Roi, la Loi, la Liberté."

Agréez, messieurs, nos salutations fraternelles,

Le Secrétaire adjoint,
OCT. RODTS.

Le Président,
A. VANELSLANDER.

UNE PROTESTATION

Vendredi 24 mars, il y avait grande assemblée à Ste-Rose pour former une association locale et indépendante de commissaires d'écoles de la municipalité.

Les messieurs suivants ont été choisis comme membres du comité exécutif: Président, Eugène Abraham; vice-président, Félix Chouinard; secrétaire, F. Carrière; membres actifs: MM. Cyril Tucker, Ramuel Gamache, Jos. Landry, Tom Fitzmaurice et J. Bte. Lambillotte.

A cette assemblée la résolution qui suit a été adoptée à l'unanimité :

"Nous commissaires des écoles bilingues françaises de Ste-Rose, St-Patrick, Lammenais, Crooked River, Ste-Amélie, St-Vincent-de-Paul, Lecoq, Beaver Dam, Champlain, Bonin, etc., déclarons formellement que nous voulons protester de toutes nos forces contre la loi scolaire de mars 1916 qui supprime les écoles bilingues; que nous n'accepterons jamais que cette loi règle notre situation scolaire; que nous exprimons nos remerciements et adressons nos félicitations à tous les députés qui ont défendu à la Chambre nos droits sacrés quelque soit leur parti politique ou leur nationalité."

Le secrétaire,
F. CARRIÈRE.

LE R.P. PEDNEAULT

Le R. P. Pedneault, de la Compagnie de Jésus, vient de mourir, après plusieurs mois de maladie vaillamment supportés. Quand fut détruit chez lui le reste d'illusion qui le retenait encore à la vie, quand il sut qu'il devait mourir, loin de repousser le sacrifice demandé par Dieu, il l'accepta avec un grand esprit de foi et une grande résignation. Il est mort en vrai chrétien et en vrai religieux.

Né à Jonquière, dans la province de Québec, il entra, il y a sept ans, dans la belle et grande armée du Christ qui a pour fondateur saint Ignace de Loyola. C'est dans cet Ordre que le disparu a fait fructifier les qualités du cœur et de l'esprit dont Dieu l'avait si bien pourvu.

Depuis plus d'un an qu'il exerçait la surveillance et le professorat au milieu d'un grand nombre d'élèves, on peut dire que jamais ces derniers n'ont eu à se plaindre du plus léger manquement, de sa part. Tous au contraire se plaisaient à reconnaître en lui un grand esprit de charité ainsi qu'une piété et un zèle d'apôtre remarquables.

Qui de nous n'a pas eu à bénéficier de ses conseils, discrètement donnés, de ses bons encouragements, du sain enthousiasme qu'il nous communiquait si bien, en un mot de l'exemple de sa vie? Ceux qui ont subi son heureuse influence n'ont jamais eu à le regretter.

On peut juger de la vertu d'un homme par le vide plus ou moins grand causé par sa mort au milieu de ses parents et de ses amis. Eh bien ! ce vide, les élèves du collège de Saint-Boniface le sentent profondement; et comme des fils qui se plaisent à passer en revue les qualités d'un père défunt, ils rappellent avec émotion la vertu du jeune père décédé.

En songeant au bien qu'il nous a fait, songeons à le lui rendre aujourd'hui par nos prières. Oui, nous, qui avons été ses amis, prions pour l'éternel repos de son âme.

L. P. G.

Chez Nous et autour de Nous

Séance dramatique ce soir au Collège.

Assemblée de la Chambre de Commerce ce soir.

La semaine dernière un Galicien s'est enfoncé dans la glace en traversant la rivière Rouge; il a dû sa vie à M. Adélard Hébert, qui l'a repêché.

M. Edouard Turenne, parti depuis dix ans pour l'Ile à la Crosse est arrivé dimanche au milieu de sa famille, à Saint-Boniface.

M. Léon Gaudet, en charge du magasin de la compagnie de la Baie d'Hudson au Fort Alexandre, est en voyage d'affaires en cette ville.

Feu M. Gustave Bruce

Samedi dernier décédait en cette ville M. Gustave Bruce, cultivateur, fils de M. Herménégilde Bruce.

M. Bruce avait 41 ans; il meurt de consomption; il laisse une femme et six enfants.

Ses funérailles ont eu lieu mardi matin à la cathédrale. M. l'abbé Gagnon officiait. Il y eut musique spéciale.

Les porteurs étaient: MM. Albert et Eugène Bruce, frères du défunt, M. Alex. Genthon, M. Lavallée, MM. Maxime et Jos. Genthon.

L'assistance était nombreuse. L'inhumation eu lieu dans le cimetière de la cathédrale.

M. Bruce était l'un de nos meilleurs amis; il avait au milieu de nous de nombreuses connaissances qui l'estimaient beaucoup pour ses hautes qualités. Son décès cause de grands regrets et nous adressons à madame Bruce et à la famille l'expression de nos vives sympathies.

FORESTIERS CATHOLIQUES

Le 22 mars la société des Forestiers Catholiques donnait sa première partie de cartes.

Nous remercions vivement les dames qui ont bien voulu rehausser par leur présence cette réunion toute intime.

Le prix des dames, offert par M. Bellavance, a été gagné par Mme Marion; prix de consolation, gagné par Mlle Bélanger.

Le prix des messieurs, offert par M. Marion, a été gagné par M. Bourbonnière; prix de consolation, par M. Bellavance.

Nous avons fait râfler un joli morceau en porcelaine, offert par M. J. B. Leclerc; l'heureux gagnant en a été M. Bourbonnière. Toutes les personnes présentes se sont retirées contentes, emportant un bon souvenir de cette première réunion.

La seconde partie de cartes aura lieu le 12 avril dans les salles de l'Union Canadienne. Tous les membres sont invités avec leur femme; leurs amis seront aussi les bien venus.

De très jolis prix sont déjà offerts pour cette partie de cartes.

Tous, rendez-vous pour le 12 avril.

ORATEUR.

AU COLLEGE

Ce soir, 2 avril, l'invitation traditionnelle retentit, semble-t-il, plus clair, plus net dans la salle d'étude et les membres de l'Académie dévalent plus vite vers la salle de réunion, plus nombreux aussi : C'est la séance d'adieu; c'est le concours d'improvisation.

Au cours de l'année, l'Académie St-François de Sales eut l'honneur de compter parmi ses auditeurs tels Pères professeurs, une fois, elle eut la témérité d'inviter le R. P. Recteur, mais ce soir, c'est vraiment le comble de l'audace juvénile: elle se présente devant le R. P. Provincial et lui offre le spectacle d'imberbes improvisateurs.

M. le Président souhaite d'abord la bienvenue aux auditeurs distingués qui ont daigné rehausser de leur présence cette modeste réunion, puis appréciant le travail de l'année, il conclut au succès, au progrès: "Plus de lecture de discours, mais récitation où plus d'un se dévoile orateur." Il remercie le R. P. Léveillé, notre bienveillant directeur, de l'attention et du dévouement qu'il a toujours montré pour l'Académie, les applaudissements qui soulignent ces compliments lui expriment assez la reconnaissance de l'auditoire. Puis suivent les excuses traditionnelles, et la parole est donnée à M. Ls.-Phil. Gagnon, élève de la classe de Philosophie.

"Cessez toute agitation, et la paix se rétablira." Telle est l'objection que l'orateur s'applique à détruire, objection des endormeurs, des faux conciliateurs. Dialectique puissante, aplomb, geste impératif, érudition, voilà quelque qualités qui distinguent M. Gagnon. "Quoi ! cesser la lutte, dit-il, ce serait pour nous la mort ! On nous reproche d'être violents, si nous le sommes, c'est à la façon de Louis Veuillot, qui par ses violences a sauvé les catholiques de France." Des vifs applaudissements le remercient de ces paroles enflammées.

Puis se lève M. Albert Prince : "La conservation de la langue *nous* est nécessaire pour la préservation de la Foi." Cette thèse, M. Prince la défend avec l'éloquence chaude, entraînante que nos lecteurs lui connaissent. "Que deviendrions-nous, dit-il, si nous venions à perdre notre langue? Entourés que nous sommes de protestants, nous deviendrions fatalement *protestants*. L'histoire est là, pour prouver cette thèse: combien de nos compatriotes ne nous offrent-ils pas de ces tristes exemples? La perte de la langue française, au Canada, entraîne celle de la Foi catholique !" Il apporte aussi l'exemple d'autres nationalités catholiques qui comptent un nombre toujours croissant de renégats, contaminés peu à peu par la littérature anglaise protestante. Unissons-nous, et la lutte sera victorieuse, nous demeurerons Français et Catholiques."

Au tour de messieurs les Rhétoriciens. M. L. Beaudoing commente les sages paroles de Mme Pankhurst sur le bilinguisme. "C'est à Winnipeg, dit-il, c'est à la face de nos politiciens *de génie*, que cette dame a flétri la conduite des francophobes ; stupide, honteux est leur bill. Voilà enfin une personne qui sait reconnaître les droits d'une minorité, qualifier ces rétrogrades comme ils méritent de l'être."

M. Edmond Préfontaine lui succède. Commentaire sur la devise de l'A. C. J. C. "Piété, étude, action." Notre ami Edmond est encore un peu timide, il ne ferait pas encore trembler certains matamores de la Chambre de Winnipeg, mais il se tire d'affaire, et la satisfaction de l'auditoire se manifesta par des applaudissements prolongés.

Plus expert se montre son cousin Jean. Dans un tableau vivant et pathétique, il nous montre les enfants, les mères, les institutrices, victimes de la persécution du gouvernement ontarien. Il mérite des honorables juges une mention honorable.

M. Paul Prince, le frère du Philosophe (qu'il suit de près), veut que le Canadien-français ait le *culte* de la langue nationale, par conséquent qu'il l'aime, la parle partout, toujours, même avec messieurs les Anglais. Ce thème lui offre l'occasion de stigmatiser les lâches dont le langage est parsemé d'anglicismes. Que des Canadiens-français se servent dans leurs conversations de la langue anglaise, cela le révolte. Et il a bien raison.

Enfin messieurs les Humanistes Edouard et Paul LaFlèche, MM. A. Bertrand et W. Gervais, tous deux citoyens de notre petite ville, font assaut d'éloquence et sont bien près d'en rapprendre aux fiers Rhétoriciens. Avec MM. La Flèche nous revivons la lutte héroique des persécutés d'Ontario, M. Bertrand stimule notre patriotisme en rappelant les noms toujours applaudis, des Bourassa et des Lavergne, voués au culte de notre langue, enfin M. Gervais commente de nouveau la devise de l'A. C. J. C.

Pendant que le R. P. Provincial, les Pères Bellavance et de Mangeleere juges de ce concours sont à délibérer, M. Duval, élève de la classe de méthode égaie l'auditoire et remercie l'Académie de l'invitation faite aux privilégiés de sa classe.

Messieurs les juges reprennent leurs sièges, remerciments, félicitations, conseils du R. P. Provincial, puis la palme est accordée à M. Ls.-Phil. Gagnon. MM. Paul et Albert Prince avec M. Jean Préfontaine sont mentionnés avec honneur.

La séance est terminée, l'on se retire content, mais à regret, car c'est la dernière.

VICTOR MARIUS,
Elève de Belles-Lettres.

M. W. S. Bullock et le bilinguisme

Québec.—M. W. S. Bullock, député de Shefford à la législature, dont l'esprit s'est déjà si manifestement montré sympathique à la minorité canadienne-française d'Ontario, a donné au Morrin Collège, une conférence sur cette question bilingue de l'Ontario. Cette conférence était donnée sous les auspices de la Société Littéraire et Historique de Québec et l'entrée était gratuite. M. John Hamilton présidait et, à la fin de la conférence dans laquelle le député de Shefford a donné l'historique de la question, affirmant les droits de la minorité, le Dr Parmelee, secrétaire du Comité Protestant du Conseil de l'Instruction Publique a proposé un vote de remerciements au conférencier. L'auditoire était très nombreux et se composait de l'élite de la société anglaise québecoise. Des applaudissements nombreux et nourris ont souligné une foule de passages de la magnifique conférence de M. Bullock.

De Langle de Cary décoré

Châlons-sur-Marne, 1.—Le général de Langle de Cary, commandant du groupe central des armées a été décoré hier par le général Joffre, en présence du général Codorna, de la médaille militaire. C'est la plus haute distinction qu'un général français puisse recevoir.

La greve des Docks terminee

Liverpool, 1.—La grève des docks Mersey est finie. Les hommes sont retournés au travail ce matin.

La gazoline a baissé aux Etats-Unis

New-York, 4.—Les manufacturiers d'automobiles, unis avec la National Automobie Chamber of Commerce, ont annoncé hier leur décision d'incorporer une compagnie avec un capital de $3,000,000 à $10,000,000 pour produire de la gazoline et d'autres produits de pétrole, dans le but de démontrer que la gazoline peut être produite et vendue avec profit à un prix un peu plus bas que celui que demandent les marchands d'automobiles et de moteurs pour les bateaux.

La famine est imminente en Allemagne

Londres, 3—Le *Daily Chronicle* a reçu le câblogramme suivant de Copenhague :

Il semble que les Allemands sont enfin en face d'une famine prochaine. De nouveaux exemples sont racontés tous les jours par des voyageurs, surtout des femmes.

Il appert que, jusqu'à la fin de février la plus grande partie de la population n'avait pas réellement souffert, bien que les rations avaient depuis longtemps été diminuées, mais en mars un grand changement s'est produit et on craint une catastrophe. Un homme, qui a vécu à Berlin pendant plusieurs années et qui est maintenant en visite à Copenhague, nous a dit que la situation dans le pays pendant les trois ou quatre dernières semaines doit être considérée comme très grave.

Il est impossible pour les personnes pauvres de se procurer de la nourriture en quantité raisonnable parce que cela coûtait de 10 à 10 marcs par jour. Il y a assez de viande, mais comme elle est cuite dans le sucre et l'eau elle ne diminue pas l'épuisement.

Dans le journal Danois, *Gads Dansk Magazen*, l'éditeur Edward Lehman, qui est de retour de Berlin dit que tout le monde reste à la maison.

On sauve ainsi de l'argent et des forces. Il est curieux de voir comment on marche lentement. En premier, je pensai que c'était de la dépression, mais bientôt j'appris moi aussi à marcher, lentement à cause des petites rations de pain et surtout de beurre.

SALUT A LA FRANCE

De la *Gazette*, de Montréal :

En arrêtant la terrible ruée des Allemands, dans la région de Verdun les Français se sont couverts de gloire. Il est évident que les soldats de la France d'aujourd'hui sont aussi vaillants que ceux qui formaient les bataillons de Napoléon Bonaparte, lorsqu'il promenait ses drapeaux triomphants sur toute la surface de l'Europe, changeant à son gré les gouvernements et fondant des royaumes suivant son caprice. Joffre semble aussi solide et aussi résolu que son apparence l'indique et il a derrière lui une armée qui aurait réjoui le cœur de Napoléon.

La politique de Bethman-Hollweg

Berlin, 4.—La crise au sujet de la guerre sous-marine est complètement terminée au Reichstag. Le chancelier Von Bethman-Hollweg qui prêche une politique conciliatrice à l'égard des neutres a remporté la victoire contre ses ennemis.

Les chefs de tous les partis se sont montrés très satisfaits des explications données par le gouvernement à une session secrète du Reichstag. A la fin des discours, les membres du parti libéral progressiste, présentèrent une résolution demandant de retarder indéfiniment les résolutions passées dernièrement pour mettre obstacle aux négociations du chancelier avec les Etats-Unis et les autres nations neutres. Ces résolutions veulent que le gouvernement ne puisse prendre d'arrangement avec un pouvoir étranger pour limiter le travail des sous-marins contre les vaisseaux marchands. La résolution fait une exception pour les vaisseaux portant les passagers.

Un aspect de la situation

Chacun se demande s'il existe, en outre des raisons militaires, des considérations politiques qui aient déterminé l'état-major allemand à l'attaque de Verdun. Il me semble que ces dernières peuvent être aisément déduites de ce que nous savons d'authentique sur l'état intérieur de l'Allemagne, sans rien exagérer ni forcer.

On constate, chez nos ennemis, suivant les classes de la société, trois opinions différentes sur l'état actuel de la guerre :

1. Celle de l'empereur et de son entourage, qui est aussi l'opinion de l'armée. Elle est pour la lutte à outrance et comporte la conviction encore profonde de la victoire finale ;

2. Celle de la bourgeoisie industrielle et financière, qui commence à être désorientée par l'impossibilité où elle se trouve aujourd'hui d'apercevoir nettement le but de la guerre et le point où l'on s'arrêtera. Dans ces milieux, on analyse la situation au jour le jour, avec une vive pénétration; on a perdu la confiance mystique du début ; on cherche de toutes parts des terrains d'entente éventuelle avec les Alliés. La guerre, désormais, pour un financier ou pour un bourgeois de là-bas, n'est plus qu'une médiocre opération en passe de devenir désastreuse et d'où il faut se tirer au meilleur marché;

3. L'opinion de la foule, des ouvriers et des paysans. Celle-là est impressionnée par la gêne, par les deuils, par les aspects mornes et sanglants de la guerre. Elle n'offre pas de nuances: ou bien elle se résigne à la détresse, ou bien elle éclate en émeutes et en vociférations. Mais elle compte peu, car elle est, pour l'instant, facile à étouffer.

Ce qui compte davantage, c'est l'opinion de la bourgeoisie d'affaires. Elle ébranle déjà Berlin et les grandes villes; elle pénètre jusqu'au kaiser; elle exige des explications. Que la guerre traîne, qu'aucune victoire n'en éclaire la fin, elle est très capable de sommer l'empereur, coûte que coûte de faire la paix.

Voilà l'heure que redoute la caste militaire et qu'elle tente d'éloigner par l'offensive désespérée sur Verdun !

La conclusion, en ce qui nous concerne, est évidente. Nous devons consolider chez nous ce qui faiblit en Allemagne: l'opinion raisonnable et avertie. D'autre part, nous devons nous appliquer par des manifestations de plus en plus éclatantes de notre force militaire et de notre force morale, à augmenter l'inquiétude et le désarroi de l'adversaire.

Le moment est décisif pour cet ensemble de manœuvres. On peut dire que la paix victorieuse sera pour une grosse part, après les épreuves suprêmes du printemps, une question de gouvernement et de politique générale.

ALFRED CAPUS,
de l'Académie française.

THEATRES

Walker.—A l'affiche pour la fin de la semaine "The Making of a Boy Scout", en vues animées; il y a trois répétitions par jour. La semaine prochaine, comédie musicale "The Only Girl", par une troupe américaine; les billets réservés seront en vente au bureau du théâtre vendredi matin à 10 heures. Prochainement "Florodora."

A l'*Orpheum*, rue Fort—Vaudeville; matinées à 2.15 hrs. et le soir à 8.15 hrs.; le guichet aux billets est ouvert de 10 a.m. à 9 hrs. p.m. On peut retenir ses billets par téléphone, No. 698 Main. Prix: matinée 25c; soir, 15, 25, 35, 50, 75 cts. Programme pour la semaine prochaine :

La semaine prochaine, comédie musicale par Bert Clark et Hamilton; Edouard S. Ruskay, dans "Forty Wniks", par Fay Wallace et Regan Hughson; Jim Cook et Jack Lor dans la comédie "Les Millionnaires"; musique sur banjo, par McCloud et Carp; les deux sœurs Watson, dans "Those Two Girls"; Mlle Luxanne, danse; Joe Kennedy complètera le programme.

Dominion, Ave. Portage Est, Téléphone M. 4212.—Acteurs permenents; matinées: les mardis, jeudis, samedis. Prix: 25c; le soir, les prix sont 15 à 50 cts. Le programme de cette semaine :

Cette semaine, "The Talker" ; la semaine prochaine 'Baby Mine.'

Vaudeville Pantages, rue Market Est. Téléphone No. 660 Main ; trois représentations par jour, à 2.30 hrs., 8 hrs. et 9.30 hrs. p.m. Prix: de 10 à 25 cts. Programme pour la semaine prochaine :

Cette semaine "Aryzona Joe & Cie."; Chester's Posing Dogs" ; Scanlon et Press; Knapps et Cornella; Roy Mack's Schooldays ; vues No 17; Episode 3; "The Iron Claw."

Terre a vendre.

Un quart de section d'excellente terre situé à 1½ de l'église et de l'école de Ste-Rose du Lac, maison en log 16x20 avec cuisine 12x14; étable en log 20x24; 60 acres actuellement en culture et toute la terre cultivable; clôturée avec deux fils de fer barbelé, piquets d'épinette rouge; la région est toute colonisée. Une chance exceptionnelle. Prix $1600, dont $500 seulement comptant; la balance à termes étendus. S'adresser à Noël Bernier, avocat, 401 Somerset block, Winnipeg.

N'oubliez pas de lire les Petites Annonces du "Manitoba."

PETITES ANNONCES

Chambres à Louer, Maisons à Louer, Maisons à vendre, Terrains à vendre ou a acheter, Servantes demandées, Elèves demandés, Emploi demandé, Pension de table, Chambre et pension, Pension d'enfants, Pension d'été, Trouvé, Perdu.

25 cts le pouce par insertion.

A vendre.—Un wagon en bon état. Aussi 25 poules. S'adresser à Nap. Regimbal, 30 rue Plinguet, Saint-Boniface. 23

Servante. — On demande une servante, pour ouvrage général. S'adresser à Mme Ed. Guilbault, 52 rue LaVérendrye, Saint-Boniface. 23

Servante. — On demande une servante. S'adresser à madame Alphonse Lemay, 169 rue Dumoulin. 22-24

Bonne d'enfant.—On demande une bonne d'enfant. S'adresser à madame J. H. Tremblay, 739 Wolseley avenue. Tél. Sherbrooke 2328. 22

On demande.—Une cuisinière et femme de ménage. S'adresser à madame Joseph Bernier, 168 rue Dumoulin, Saint-Boniface.

Les jeunes filles qui viennent à Winnipeg et qui cherchent une maison de pension, trouveront un cordial accueil à la Maison Jeanne d'Arc, 139 Jarvis Ave. 22-25

Servante. — On demande une bonne servante, gages $18.00 par mois. S'adresser à madame Murphy, 480 avenue Ste-Marie, Winnipeg. 22

Servante—On demande une servante générale chez madame A. Potvin, 465 rue Langevin, Saint-Boniface. 22-24

M. Alfred Dandurand annonce à ses amis et au public en général qu'il est maintenant prêt à prendre tous travaux de construction que l'on voudra lui confier. S'adresser 46 rue Hamel, Saint-Boniface. 22-24

Terre.—Terre de 60 acres à St-Norbert, à louer ou à cultiver à moitié. S'adresser à C.-A. Gareau, 410 rue du Collège, Saint-Boniface. 21-24

La Maison Blanche désire annoncer l'ouverture de son département de modes pour la saison du printemps. Choix des plus variés; prix spéciaux. Une visite vous convaincra. 21

A louer—Une maison semi-moderne sur la rue Victoria. S'adresser aux bureaux du *Manitoba*.

A vendre.—160 acres tout clôturés, 8 milles de la gare de Ste-Anne; 80 acres en culture; 2 maisons tout meublées, une grainerie; une grande étable neuve qui contient 40 têtes d'animaux; un bon puits; aussi un assortiment d'instruments aratoires, voitures, et attelages; 5 vaches à lait de première classe, fraîches vélées; aussi 50 poules; le tout à vendre à très bon marché et avec de bonnes conditions. S'adresser à J. B. Lauzon, 339 avenue William, Winnipeg, Man. 19-22

A louer—Suite de 3 chambres, chambre de bain privée, dans le Bloc *Manitoba*. Possession immédiate. S'adresser au *Manitoba*, 42 Ave. Provencher.

Abonnez-vous au "MANITOBA" $1.00 par année.